

Mali : 20 millions d'euros pour promouvoir l'État de droit

L'Union européenne débloque une nouvelle aide qui servira en partie à restaurer les services publics de base comme les écoles et les hôpitaux.

L'Union européenne a annoncé vendredi le déblocage de 20 millions d'euros pour aider à la stabilisation du Mali, destinés notamment à la restauration de l'État de droit et des services publics comme l'éducation. Cette enveloppe s'ajoute aux 250 millions d'euros d'aide publique.

La nouvelle enveloppe de 20 millions sera destinée à rétablir l'État de droit. Dans le nord du pays, repris aux groupes islamistes armés par l'armée française, les services de sécurité seront dotés de véhicules et d'équipements de communication. L'UE entend aussi aider les autorités maliennes à protéger les centres urbains et les infrastructures sensibles des menaces terroristes, notamment à Bamako.

Soutien logistique et financier

L'aide, qui provient d'un fonds spécial pour la prévention des conflits (Instrument for stability, IfS), permettra aussi de rétablir des services publics de base comme des écoles et des centres médicaux. Une partie servira à promouvoir les initiatives en faveur du dialogue et de la réconciliation au niveau local, notamment grâce à des programmes de radio, et à contribuer au processus électoral.

Cette nouvelle aide fait partie de la "réponse globale de l'UE à la crise malienne, et complète les efforts en cours de la part de l'Union", a souligné la Commission dans un communiqué. Elle rappelle le soutien logistique et financier de l'UE à la mission africaine (Misma), d'un montant de 50 millions d'euros, ainsi que la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM), dont le déploiement effectif doit être approuvé lundi par les ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Les grandes villes du Nord reprises par l'armée en deux semaines

Mardi, la Commission avait annoncé la reprise progressive de son aide publique au Mali, qui avait été gelée après le coup d'État de mars 2012, pour tirer les conséquences de l'adoption par les autorités maliennes de la feuille de route pour restaurer la démocratie. L'UE avait rappelé que cette aide publique portait sur 250 millions d'euros.

La [France](#) est intervenue militairement au Mali le 11 janvier face à l'avancée vers Bamako des insurgés islamistes qui occupaient le nord depuis la mi-2012. L'opération de l'armée française a permis en deux semaines de reprendre les grandes villes du Nord occupées pendant près de dix mois par les groupes liés à [al-Qaida](#).